



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Serge DESSEIGNE

Aménagement durable - Création d'une police métropolitaine des transports en commun - Conditions générales de création - Préfiguration du dispositif - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique ambitieuse des mobilités par le développement de son réseau de transport en commun.

En outre, elle souhaite participer activement à la transition écologique, et initie des solutions pionnières pour lutter contre le changement climatique.

La mise en œuvre progressive de la gratuité des transports constitue une étape importante de cette nouvelle politique. Celle-ci va se traduire par une augmentation régulière des voyageurs. La perspective de la mise en service de la Ligne 5 dès 2025, ne fera que conforter cette évolution.

Afin d'accompagner ces changements majeurs à l'échelle métropolitaine, de conforter la politique des mobilités engagée, et de garantir une qualité de service à chaque usager, il apparaît nécessaire de renforcer la sécurité dans les transports en commun, notamment au sein des axes structurants par la création d'une police métropolitaine dédiée.

L'article L. 512-2 du Code de la sécurité intérieure prévoit, que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut recruter, à son initiative ou à la demande des maires de plusieurs communes membres, des agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes.

Ce recrutement est autorisé après délibération de deux tiers au moins des Conseils municipaux des communes membres, représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des Conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population totale de celles-ci.

Le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur la décision de recrutement proposée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du Maire de cette commune.

La Police Métropolitaine des Transports se verra attribuer les missions principales suivantes :

- Renforcer le niveau de réponse opérationnelle aux situations d'incivilités, de délinquance sur le réseau de transport en commun, notamment les violences faites aux femmes ;
- Assurer une présence effective et visible d'agents de police en uniforme afin de rassurer les usagers d'une part et de dissuader les actes délinquants d'autre part ;
- Soutenir les personnels de la société d'exploitation dans l'exercice de leur mission de service public, en complément des moyens déployés par le transporteur en matière de médiation, de prévention, d'intervention et de vidéo protection ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'une action de sécurité dédiée aux transports en complémentarité avec les forces étatiques (gendarmerie, police), les communes (police municipale, médiation), l'opérateur de transport ;

- Apporter un appui occasionnel et ponctuel au bénéfice des communes membres de l'EPCI dans le cas de manifestations exceptionnelles ou événements majeurs en vertu de l'article L. 512-3 du Code de la sécurité intérieure.

Une convention intercommunale de coordination, approuvée par les Maires de Montpellier Méditerranée Métropole, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Préfet de L'Hérault, après avis du Procureur de la République, pourrait être mise en place. Elle a pour vocation de préciser la nature et les lieux des interventions des agents de police métropolitaine. En outre, elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la police et de la gendarmerie nationales.

Une convention complémentaire précisera le cadre des relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes.

De manière opérationnelle, les agents de police métropolitaine seront organisés en deux types de formations :

- Des patrouilles d'ilotage et de sécurisation embarquées au sein du réseau de transport en commun avec les agents contrôleurs de la société d'exploitation, sur les quais et aux arrêts : contact usagers, régulation des comportements inadaptés et des incivilités, constatation d'infractions et suite à donner, soutien aux victimes d'agression ;
- Des patrouilles véhiculées : contrôle des voies et du respect du stationnement, soutien aux interpellations effectuées par les agents embarqués, intervention rapide en cas d'agression du personnel.

Pour ce faire le nombre d'agents de police à recruter est porté à 42 agents. Les horaires de service de cette unité sont préfigurés 7 jours sur 7, avec une montée en puissance du mercredi au samedi inclus de 14h à minuit, représentant les créneaux identifiés de forte fréquentation et de niveau de faits d'insécurité.

En outre, des interventions ponctuelles pourront être diligentées en résolution de difficultés particulières signalées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création de la Police Métropolitaine des Transports en commun ;
- D'approuver le recrutement de 42 agents de police métropolitaine ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.